

Lettre à mes compatriotes

N° 47

parfait.jans@wanadoo.fr

2 avril 2009

Dans un communiqué très alambiqué paru dans « le Peuple », le Conseil fédéral de l'Union Valdôtaine a donné mandat au Comité fédéral de parvenir à une décision allant dans le sens d'entamer un parcours qui favorise l'élection d'un représentant valdôtain au Parlement de Strasbourg.

Mais à quel prix ?

Pour accomplir ce mandat, le Comité Fédéral doit battre la campagne pour trouver un parti politique dit « national » qui acceptera d'accueillir sur sa liste un candidat représentant la Vallée d'Aoste, notre région.

L'avenir nous dira quelle sera cette liste « nationale » et quelles seront ses conditions politiques et financières, car, comme le disaient nos grand-mères valdôtaines : *pas même le chien ne bouge la queue pour rien !*

La démocratie impose que les Valdôtains soient informés dans le détail de ces tractations.

Pour le moins, d'un point de vue politique, la liste qui accueillera le candidat de l'U.V. et de ses alliés devra inclure dans ses documents électoraux les messages que nous voulons faire entendre à Bruxelles et à Strasbourg. Un minimum, à savoir : l'attachement à notre **Autonomie**, au **Fédéralisme** et à notre **Bilinguisme statutaire**, d'une part, et notre exigence pour un **fédéralisme fiscal** qui prenne bien en compte notre particularisme montagnard, d'autre part. Hors ces quatre mentions incontournables, ce serait une faiblesse insigne de notre région que de figurer sur une liste électorale présentée par un parti italien muet sur nos revendications.

Et pour l'aspect financier, les Valdôtains devront connaître à combien s'élèvera le droit d'entrée sur cette liste, car nous devons acquitter un péage, c'est certain.

Ce coût sera forcément salé et évolutif.

Par exemple - la présentation comptant pour beaucoup quel que soit le mode électoral (préférences, plancher couperet...) - si notre candidat valdôtain figure sur la liste incognito et sans aucune chance d'être élu, la participation sera d'un coût (X) ; s'il est cité parmi les candidats ayant une petite possibilité d'être élu, le coût sera de (X+) et s'il est carrément mis en avant pour favoriser son élection, le coût sera bien plus élevé, disons : (X++). Nous exigeons de connaître le prix imposé à la démocratie, car nous ne sommes pas responsables de la loi italienne qui nous a pratiquement exclus de cette consultation.

Et nous voulons savoir qui paiera, la Région ou les promoteurs valdôtains de cette candidature ? Cet aspect financier et moral est aussi important que l'engagement politique. Trop d'arrangements relevant de la « combinazione » ont entaché les aspects financiers dans notre région.

Les Valdôtains, citoyens majeurs, ont le droit de tout connaître.

Ceci dit, bonne chance aux prospecteurs et évitons de faire élire un cheval de retour !

Parfait Jans